

FAX du 15 février 1993.

MISSIONNAIRES D'AFRIQUE

Région du Rwanda  
B.P. 69 Kigali / Rwanda  
Tél.: 76921

L'ATTAQUE DU 8 FEVRIER 1993

Le Front Patriotique Rwandais (FPR-Inkotanyi) a rompu l'accord du cessez-le-feu (signé à Arusha le 12 juillet 1992 et en application depuis le 1er août 1992), en lançant, dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 février, une attaque de grande envergure sur toute la largeur du front.

La ville de RUHENGARI fut particulièrement visée, d'une part, à partir des volcans, via Kinigi et Musanze et, d'autre part, par l'axe Kidaho-Nkumba. La centrale électrique de la Ntaruka fut prise. Un peu plus à l'est, ils poussèrent jusqu'à Cyungo et Tumba, où ils occupent la maison communale et toute la crête, menaçant de près la route principale Kigali-Ruhengeri. Deux véhicules y furent détruits à la roquette. Encore plus à l'est, ils occupent Kizaro (d'où ils ont laissé partir les déplacés). Ils menacèrent Byumba, attaquèrent Bwisige ainsi que Ngarama dans le Mutara. Voyons maintenant quelques détails et la situation actuelle.

A Ruhengeri le FPR avait réussi à installer un gros mortier sur le sommet de la colline de Nyamagumba (derrière l'hôpital et la prison), d'où ils pilonnèrent le camp militaire et le camp de la gendarmerie. Il fallut trois jours de combat aux Forces Armées Rwandaises (FAR) pour les déloger de ce point stratégique. Quand nous y sommes passés, le jeudi 11 février, toute la ville était entre les mains des FAR. Il en est encore ainsi actuellement. La nuit dernière (du 14 au 15) la ville fut à nouveau pilonnée. Il semble que les FAR aient repoussé le FPR jusqu'au km 11, jusqu'aux environs de la bifurcation pour Gahunga.

La Base, carrefour important sur la route Kigali-Ruhengeri, fut prise par le FPR au début de la semaine, ensuite reprise par les FAR, puisque la radio nationale annonçait, le mercredi 10, que la route était libre et que le lendemain nous y sommes passés, sans y rencontrer âme qui vive. Dès le jeudi soir le FPR y était de nouveau.

Depuis ce week-end la population a commencé à quitter les environs de Namba, où, selon les dernières nouvelles, le FPR occupe le mont Kabuye qui domine la région.

Dans la Préfecture de BYUMBA la situation est encore moins claire.

La commune Bwisige fut attaquée à plusieurs reprises, pour tomber finalement entre les mains du FPR.

Pendant toute la semaine on s'est battu autour du camp militaire de Ngarama. Il semble qu'actuellement toute la localité soit occupée par le FPR. Les déplacés des trois camps étaient partis dès le début de la semaine; la population les suit maintenant en direction du sud-est.

Ce lundi 15 février, la radio nationale a annoncé que la ville de Byumba a été pilonnée.

Sur la carte ci-jointe, la ligne continue indique, en gros, la situation telle qu'elle se présentait lors du cessez-le-feu du mois d'août. Nous indiquons par des croix les endroits ou zones où, d'après nos informations forcément incomplètes, des éléments du FPR se trouvent actuellement. Cela ne veut pas dire qu'ils contrôlent toute la région, mais qu'ils y ont investi des points stratégiques.

Le FPR a présenté son attaque (cf leur conférence de presse, il y a quelques jours, à Bruxelles) comme une réponse aux troubles ethniques de la mi-janvier. L'ampleur de la nouvelle attaque, le choix judicieux des lieux stratégiques visés, ainsi que la rapidité et la précision de l'exécution démontrent incontestablement que la préparation de cette attaque a débuté il y a plusieurs mois...

### UNE NOUVELLE VAGUE DE DEPLACES.

Le jeudi 11 février, nous avons trouvé à la paroisse de Busogo près de 5.000 déplacés, qui avaient fui Kinigi et les environs de Ruhengeri. La ville de Ruhengeri s'était, en effet, vidée de ses habitants, partis dans toutes les directions... Les déplacés de Busogo parlent d'un grand nombre de victimes civiles. Une source militaire parle de plus de 1.000. D'après un témoin oculaire, des civils - en général des hommes et des jeunes gens - ont été trouvés massacrés à la grenade, après avoir été enfermés dans des maisons, 18 dans une maison, 19 dans une autre. Nous avons vu plusieurs cadavres entassés les uns sur les autres, aux nouvelles télévisées du samedi 13 février.

Ce même jeudi 11, à la paroisse de Rwaza, il y eut plus de 7.000 déplacés. Ailleurs, sur le territoire de cette même paroisse, il y avait d'autres centres d'accueil: 10.000 déplacés à Cyabingo, 10.000 à Remera-Ruhondo, 30.000 à Shashi et 5.000 à Gashaki. Les deux derniers groupes ont été mis en fuite il y a deux jours, en direction de Cyabingo; d'autres ont suivi hier et aujourd'hui...

La population de Nyamugari et de Tumba a pris la fuite. Les gens de Nemba quittent... On estime à 250.000 le nombre de personnes constituant cette nouvelle vague de déplacés. Ce chiffre est sans doute sous-estimé.

### IMPACT EPOUVANTABLE SUR LES 350.000 DEPLACES ANTERIEURS.

Que sont devenus les "anciens" déplacés?

Certains camps n'ont pas bougé. C'est le cas, par exemple, de celui de Maya (8.000 personnes) sur la route de Byumba, et de quelques petits camps autour de Kinyami.

Le camp de Robero s'était vidé en un rien de temps, le mercredi matin, 10 février, parce que 6 militaires, qui avaient passé la nuit à la commune du camp, avaient annoncé que les Inkotanyi s'approchaient. Ce fut d'ailleurs l'occasion rêvée pour quelques conseillers et autres responsables de piller les stocks, dont une partie pourtant put être distribuée aux gens avant leur départ précipité. A l'heure qu'il est, la plupart sont revenus ou d'autres ont pris leur place. Ils sont à peu près 30.000.

Partout ailleurs les déplacés ont repris la route par milliers et milliers, portant leurs pauvres biens et trainant leurs enfants fatigués, ne sachant pas où ils vont aboutir... Les quelque 25.000 déplacés de Kisaro furent priés par les Inkotanyi d'aller ailleurs. Les 35.000 des trois camps de Ngarama s'étaient enfuis d'abord jusqu'à Gituza, mais descendent maintenant en direction de Kiziguru.

Ce ne sont là que quelques exemples. Toute l'organisation, patiemment mise sur pied par les organismes internationaux et nationaux et par les Eglises, est détruite. Tout est à recommencer. De nouveaux camps naissent. Le plus proche de Kigali est celui de Nyacongga (au pied de Rutongo), à une dizaine de kilomètres de la capitale. Il compte déjà près de 50.000 déplacés et leur nombre ne cesse de croître. Mais les autorités envisageraient de les déplacer...

6 à 700.000 déplacés sur les routes. Un dixième de la population rwandaise privée de ses droits les plus élémentaires. Pourquoi??? Pour qui???

### LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE A L'INTERIEUR DU PAYS.

Notre fax du 25 janvier mentionnait des troubles dans la Préfecture de Gisenyi et ailleurs, survenus vers la mi-janvier. Voici quelques précisions qui nous faisaient défaut à ce moment-là.

D'après une déclaration de diverses O.N.G. internationales et rwandaises, publiée le 29 janvier 1993, il y a eu, en Préfecture de Gisenyi, au moins 78 morts dans la commune de Ramba, 184 dans la commune de Gatinsyi et 8 dans la commune de Kanama, où 135 personnes étaient portées disparues. A Kayove, un vieux couple Tutsi a été brûlé vif à l'intérieur de sa maison...



PAX du 15 février 1993

10/02 '93 12124